

LE RADAR

L'HEBDOMADAIRE DES ÎLES

EN KIOSQUE AUX ÎLES
1.30\$ + TPS + TVQ.

WWW.LERADAR.QC.CA

La ZIP des Îles : à la hauteur de ses ambitions!



De gauche à droite : Anatole Chiasson, président, Arthur Miousse, animateur-expert, Yves Martinet, directeur et Denyse Hébert, administratrice

Crédit : Julie C.

Par Julie Caron
julieleradar@yahoo.com

L'Assemblée générale de la ZIP des Îles (Zone d'intervention prioritaire) avait lieu lundi soir à la Salle de spectacle des « Pas Perdus ». Les membres du Conseil d'administration ont dressé un bilan positif de leur dixième année d'existence et ont levé le voile sur un projet d'alliance de recherche doté d'un financement d'un million de dollars pour cinq ans.

Le projet, en collaboration avec l'ARUC (Alliance de recherche Université-collectivités) du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), regroupera trois provinces et neuf partenaires, dont la CVSGSL (Coalition pour la viabilité du Sud-du-golfe du Saint-Laurent). Le Québec (les Îles-de-la-Madeleine), le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard uniront par conséquent leur main-d'œuvre et leur savoir-faire afin de, entre autres, renforcer la résilience des villes côtières face à des problèmes de plus en plus préoccupants comme l'érosion des berges. La vulnérabilité face aux changements sociaux et environnementaux, on n'a qu'à penser aux changements climatiques, sera aussi étudiée.

« C'est un projet novateur, qui réunira des anglophones, des francophones et des autochtones », a fait savoir Yves Martinet, directeur de la ZIP des Îles. « Le but est de créer une synergie et de

nouvelles connaissances, mais également de partager celles qui sont en vase clos. Tout ça pour optimiser les résultats le plus possible », a précisé ce dernier.

Pour Steve Plante, professeur en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski, un des mots-clés de cette approche de concertation régionale est le « partage ». « Il faut que le monde scientifique et académique en vienne à être de concert avec les municipalités et la population », a-t-il insisté.

Dès le mois de septembre, donc, les enjeux seront ciblés et une première rencontre aura lieu entre les experts de la coalition qui pourraient, dès lors, rendre le projet exportable. L'Europe, par exemple, pourrait bénéficier d'une telle initiative.

Outre M. Laplante, on avait droit à une première cette année, avec des conférenciers invités. M. Guglielmo Tita, DG du Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM), qui a approfondi la notion de changements climatiques aux gens présents à l'AGA. M. Serge Bourgeois, aménagiste et chef du service d'urbanisme de la Municipalité des Îles, est venu ensuite discourir sur le plan d'intervention d'aménagement adopté en janvier dernier, lequel concerne 26 secteurs des Îles. Sur le lot, six sont classés « prioritaires ». Mme Isabelle Turbide a, quant à elle, réitéré les tâches et le mandat du ministère de la Sécurité publique du Québec dans les cas de sinistres.

Bilan positif

Pour ce qui est du bilan financier, la ZIP est optimiste. « Nous avons doublé notre chiffre d'affaires depuis 5 ans, qui est passé de 125 000 \$ à 150 000 \$ et nous possédons un budget de 202 000 \$ pour la prochaine année », a annoncé M. Martinet.

Parmi les réalisations de l'année dernière, notons une activité de cueillette d'huîtres, un comité de travail sur les hydrocarbures (on se souviendra du déversement accidentel d'huiles usées en 1970) et un projet de main-d'œuvre sur les espèces exotiques aquatiques envahissantes.

Parmi les projets « dans la mire » de la ZIP, une « mise en valeur du milieu naturel madelinot », opération de nettoyage de dépôts clandestins amorcée en 2007-2008, comme en témoignait la récente édition

du *Radar*. Cette intervention s'étalera donc sur vingt semaines et entraînera l'embauche d'un chargé de projet et d'un technicien de terrain. Aussi prévu, un plan de conservation de l'éperlan, l'un des produits de la pêche les plus compromis.

« Ce que l'on souhaite, c'est un outil local et adapté à notre municipalité. On a beaucoup d'idées et de priorités, mais on doit diversifier nos sources de financement, trouver des sources alternatives ou complémentaires », a spécifié M. Martinet, qui croit la ZIP sur une « phase ascendante ». Rappelons que les comités ZIP sont issus du programme « Saint-Laurent Vision 2000 » et financés par le ministère de l'Environnement provincial et fédéral.